

Communiqué de presse

La région arabe au cœur du lien entre terre et eau, de la mobilisation des financements et du développement de partenariats pour la sécurité alimentaire

La Secrétaire exécutive de la CNULCD appelle à une coopération renforcée pour la restauration des terres et la résilience face à la sécheresse lors de la réunion des ministres arabes de l'Environnement en Mauritanie

Nouakchott (Mauritanie), 30 octobre 2025 – Les ministres arabes de l'Environnement se sont réunis cette semaine à Nouakchott à l'occasion de la 36^e session du Conseil des ministres arabes responsables de l'Environnement (CAMRE), le plus haut forum de la Ligue des États arabes en matière de coopération régionale sur l'environnement et le développement durable.

Ce Conseil constitue la principale plateforme politique de la région pour définir les priorités, préparer des positions communes en vue des négociations internationales et faire progresser des projets de coopération. Les discussions ont mis l'accent sur la restauration des terres, le renforcement de la résilience face à la sécheresse et l'intégration de la gestion des terres et de l'eau, considérées comme des leviers essentiels de sécurité alimentaire et de stabilité.

Dans son intervention, la Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), Yasmine Fouad, a lancé un appel à une solidarité renouvelée dans l'ensemble de la région arabe afin d'intensifier l'action face à la dégradation des terres et à la sécheresse. Elle a souligné que « l'eau est la source de vie de la terre. Lorsque sa gestion faillit, le sol perd sa fertilité, les récoltes déclinent et les impacts de la sécheresse et de la dégradation des terres s'intensifient. Intégrer la gestion des terres et de l'eau n'est pas seulement une exigence environnementale, c'est aussi une nécessité économique. »

Dans la région arabe, l'aridité croissante et la dégradation des terres accentuent les risques de sécheresse et d'insécurité alimentaire. À l'échelle mondiale, jusqu'à 40 % des terres sont déjà dégradées, entraînant une perte annuelle de près de 900 milliards de dollars pour l'économie mondiale.

Pourtant, chaque dollar investi dans la restauration des terres peut générer jusqu'à 27 dollars de bénéfices, démontrant que les solutions sont à la fois urgentes et économiquement viables. Le Conseil des ministres arabes responsables de l'Environnement, placé sous l'égide de la Ligue des États arabes, constitue depuis longtemps un espace de coordination des positions arabes dans les forums internationaux et de mise en œuvre de programmes conjoints en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement.

Mme Fouad a salué le leadership du Royaume d'Arabie saoudite, président de la 16^e Conférence des Parties à la CNULCD (COP16), pour les résultats obtenus à Riyad — notamment le lancement du Partenariat mondial pour la résilience face à la sécheresse, qui a mobilisé plus de 12 milliards de dollars d'engagements jusqu'en 2030, et l'initiative Business4Land, qui place le secteur privé au cœur des efforts de restauration des terres.

En vue de la COP17 à Oulan-Bator, elle a présenté les priorités sur lesquelles les pays arabes peuvent jouer un rôle moteur : renforcer l'intégration entre terres et eau, mobiliser des financements et des investissements privés, approfondir les synergies entre les Conventions de Rio et proposer des projets bancables générant des bénéfices multiples pour les populations et les écosystèmes.

Elle a également réaffirmé que l'Initiative mondiale du G20 pour les terres, hébergée par la Convention, ouvrira prochainement l'adhésion associée aux pays non-membres du G20, dont les États arabes, leur donnant ainsi accès à un appui technique et à des réseaux de partage des connaissances.

En marge de la réunion de Nouakchott, des discussions bilatérales avec les ministres d'Oman, d'Irak, du Qatar et du Koweït ont permis d'explorer des opportunités de coopération renforcée en matière de restauration des terres, de résilience face à la sécheresse et de planification intégrée des ressources en terres et en eau, avec un accent particulier sur l'engagement du secteur privé.

Les ministres ont également souligné que la participation significative des femmes, des jeunes et des communautés locales est essentielle pour obtenir un impact durable. Dans l'ensemble de la région, les femmes et les jeunes ne sont pas seulement vulnérables aux crises liées aux terres et à l'eau ; ils sont aussi porteurs de solutions innovantes qu'il convient de développer. À l'échelle mondiale, les femmes produisent la moitié de l'alimentation mondiale mais possèdent moins d'un cinquième des terres – un écart qui souligne l'urgence de les autonomiser en tant qu'actrices centrales de la restauration des terres.

En conclusion de la session, Mme Fouad a rappelé que la terre est un héritage transmis de génération en génération : « Les choix que nous faisons aujourd'hui façonneront la vie de nos enfants et petits-enfants. Restaurer la terre, c'est restaurer l'espoir ; c'est garantir la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et les perspectives d'avenir pour les générations à venir.

-FIN-

Pour toute demande des médias, veuillez contacter
press@unccd.int

À propos de la CNULCD

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) incarne la vision et la voix mondiales pour la gestion des terres. Elle rassemble gouvernements, scientifiques, décideurs, secteur privé et communautés autour d'une vision commune et d'une action globale pour restaurer et gérer durablement les terres de la planète, au bénéfice de l'humanité et de l'environnement. Bien plus qu'un traité international signé par 197 Parties, la CNULCD constitue un engagement multilatéral visant à atténuer les effets de la dégradation des terres aujourd'hui et promouvoir une gestion durable des terres demain. Son objectif : garantir à tous, l'accès équitable à la nourriture, à l'eau, à un habitat et à des opportunités économiques, dans un esprit d'inclusion et de justice sociale.